

## **Appel à la grève du 8 mars 2021**

À l'occasion de la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, dans plus de 70 pays, les féministes s'organisent pour lutter contre le patriarcat et appellent à la grève sur les lieux de travail, dans les foyers, dans les écoles et les universités ainsi qu'à arrêter toute forme de consommation. Pour interrompre toute activité productive et reproductive, formelle et informelle, rétribuée et gratuite. Pour se réapproprier tous les espaces publics. Pour bloquer tous les domaines dans lesquels les violences et les oppressions se reproduisent.

Cette période est marquée par la crise sanitaire mondiale, par la mauvaise gestion du gouvernement français, par les offensives sécuritaires, répressives et nationalistes, par l'augmentation des inégalités, des violences, de l'exploitation, de la précarité... En conséquence, nous réaffirmons que nous ne voulons pas payer le prix de la crise sanitaire, économique et sociale et nous nous opposons aux politiques patriarcales et néolibérales. Nous proposons dès à présent la mise en place d'un plan féministe de transformation et de reconstruction sociale.

Ce début 2021 est marqué par la libération de la parole des victimes d'inceste et révèle ces violences sexuelles systémiques au sein de la sphère familiale qui est aussi le lieu des violences conjugales. La situation sanitaire et ses confinements successifs, ainsi que la précarisation qu'elles génèrent, renforcent ces violences.

Nous constatons toujours l'inaction des pouvoirs publics face aux violences vécues dans le cadre familial. Nous exigeons les moyens et les structures nécessaires pour lutter contre ces violences.

La banalisation des violences et le caractère systémique des oppressions est incarnée par Gérald Darmanin, le ministre de l'intérieur, accusé de viol et d'abus de pouvoir envers des femmes, responsable de l'organisation des répressions policières et à l'initiative d'une offensive idéologique raciste. Nous n'oublions pas non plus la complicité de la justice patriarcale, dont le ministre Dupond-Moretti est connu pour avoir défendu des hommes accusés de violences sexuelles et pour ses sorties médiatiques anti-féministes. Nous exigeons leurs démissions immédiates !

Nous nous opposons à l'offensive sécuritaire du gouvernement. Nous exigeons le retrait du projet de loi « sécurité globale », dont l'objectif est d'institutionnaliser l'impunité policière, et du projet de loi « pour le renforcement des principes républicains » qui instrumentalise les luttes féministes à des fins nationalistes, racistes et islamophobes en stigmatisant et en visant directement les musulman-es.

Face à un sénat réactionnaire et à un gouvernement qui tente une loi au rabais, nous exigeons l'ouverture de la PMA à toutes les femmes et aux hommes trans, la garantie de sa gratuité, une vraie réforme de la filiation et l'arrêt des discriminations transphobes et racistes dans l'accès aux gamètes. Nous luttons également pour l'arrêt des mutilations sur les enfants intersexes, pratiques condamnées à plusieurs reprises par l'ONU.

Pour faire suite à l'adhésion massive à la pétition déposée contre la prise en compte des revenus du ou de la conjoint·e dans le calcul de l'Allocation Adulte Handicapé·e (AAH) (plus de 100 000 signataires), nous exigeons une réponse immédiate du Gouvernement en faveur de cette proposition. De façon générale, nous réclamons une revalorisation de cette allocation, pour permettre aux personnes handicapées une existence indépendante et digne.

Dans le monde, nous sommes 90% du personnel de caisse des magasins de ravitaillement, 70% du personnel médical et de soutien et 67% du personnel d'entretien. Masse conséquente de travailleuses précaires, nous subissons au quotidien les violences sexistes et sexuelles en plus des violences économiques : salaires extrêmement bas, temps partiels... La grève féministe est notre outil commun pour bloquer une société qui nous exploite, nous opprime et nous tue, pour bâtir un monde libéré de toute violence patriarcale et raciste. Sa dimension internationaliste est fondamentale. Construisons alliances, réflexions et mobilisations permanentes par delà les frontières, occupons tous les espaces, soyons uni·es, visibles et solidaires. Le 8 mars, investissons la rue et rejoignons localement les initiatives, rassemblements et manifestations féministes : arrêtons tout !

*Dans nos luttes vit la grève*

*On arrête tous·tes*

*Si on s'arrête, le monde s'arrête*

**Contre la précarisation des femmes, des hommes trans et des personnes non binaires, nous exigeons :**

- L'arrêt des discriminations à l'embauche, des inégalités de salaire, des contrats précaires et du harcèlement moral et sexuel au travail
- L'interdiction des licenciements
- La prolongation des indemnités chômage et des aides liées à la crise sanitaire et, plus généralement, la garantie pour tous·tes d'un revenu minimum à hauteur du SMIC
- L'augmentation de la rémunération des métiers (caissières, enseignantes, infirmières, femmes de chambre, étudiantes, aides à domicile...) à la hauteur de leur utilité, leur pénibilité et leurs qualifications.
- La reconnaissance, le partage et la valorisation du travail domestique, d'éducation et de soin
- La reconnaissance des droits des personnes se définissant comme travailleur·euses du sexe et le retrait de la loi de pénalisation des clients
- La lutte effective contre la traite sexuelle
  - Des services publics gratuits et de qualité prenant en charge la petite enfance, l'éducation, la santé, la dépendance, la restauration et le nettoyage.

**Contre les violences sexuelles et conjugales, nous exigeons :**

- Le respect de la parole des victimes de violences sexistes et sexuelles

- De réelles mesures contre ces violences, en termes de prévention et d'éducation, de soins, de protection et d'accès aux droits
- La réquisition des logements vides pour les victimes de violences sexistes et sexuelles
- La priorité au domicile familial pour les personnes victimes de violences sexistes et sexuelles
- Le refus de la mise en concurrence du 3919, numéro d'aide aux femmes victimes de violences.

**Pour la libre disposition de nos corps, nous exigeons :**

- L'accès gratuit à l'IVG sur l'ensemble du territoire et l'extension du délai
- Des parcours de transition entièrement remboursés pour les personnes trans, sur la base de l'autodétermination et dépsychatrisés dans la pratique
- Le changement d'état civil déjudiciarisé et déclaratif
- La gratuité et l'accessibilité de tous les moyens de contraception
- L'arrêt de toutes les violences médicales, notamment gynéco-obstétricales
- L'arrêt des mutilations sur les enfants intersexes
- L'ouverture de la PMA à toutes les femmes et aux hommes trans
- Une réforme de la filiation reconnaissant, sans discrimination, l'existence des familles homoparentales et transparentales.

**Pour l'accès à une vie autonome pour les personnes handicapées, nous exigeons :**

- Le respect du consentement médical pour les personnes handicapées
- La revalorisation de l'AAH
- La désolidarisation des revenus du conjoint dans le calcul de l'AAH
- Le droit à l'accessibilité pour tous·tes aux lieux publics, privés et au logement

**Face au racisme et l'islamophobie, nous exigeons :**

- L'arrêt de toute violence institutionnelle, en particulier des violences policières et judiciaires visant spécifiquement les personnes précaires et racisées.
- Le retrait des projets de loi « pour le renforcement des principes républicains » et « sécurité globale »
- Le retrait des lois islamophobes, comme la loi du 15 mars 2004

**Face aux violences contre les exilé·es, nous exigeons:**

- La régularisation de tous·tes les sans-papiers et la libre circulation de tous·tes
- La mise en place d'un permis de séjour européen sans condition
- Des conditions d'accueil dignes pour les exilé·es
- Des politiques migratoires sensibles au genre, avec une prise en charge des besoins spécifiques des femmes et des personnes LGBTQIA+

**Face à la destruction de l'environnement par les politiques néolibérales, nous exigeons :**

- La fin de l'extractivisme, de l'hyperproduction, de la surexploitation des terres, de l'agro-business et de l'élevage intensif
- Le droit des peuples à disposer d'une alimentation saine et en quantité suffisante et à décider en autonomie de ses propres politiques agricoles et alimentaires